Date de publication : 02/11/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE BÉTHUNE – COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIÈRE

Ville de Bruay-La-Buissière
Terre de valeurs, ville d'avenir

Arrêté n°2026-1221
prorogeant l'arrêté n°2026-1038

Portant réglementation du stationnement et de la circulation

RUE DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Maire,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU l'arrêté numéro 2026-401 en date du 7 avril 2026 portant délégation de signature à Monsieur Marcel BOQUILLON,
VU l'arrêté n°2026-1038 en date du 22/09/2026,
CONSIDÉRANT que pour effectuer les finitions et les réfections du chantier,

ARRÊTE

Article 1
Les dispositions de l'arrêté 2026-1038 du 22/09/2026, portant réglementation de la circulation 416 RUE DE LA REPUBLIQUE, sont prorogées jusqu'au 23/11/2026.

Article 2
Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait en l'Hôtel de Ville de Bruay-la-Buissière, le 29 octobre 2026

Pour le Maire, par délégation

MARCEL BOQUILLON
Quatrième adjoint au Maire délégué

DIFFUSION :
- *Monsieur Julien COSTA (la société GRDF - Wambrechies)*
- *Monsieur Matteo DUPUIS (la société GUY PATTYN)*
- *Pompier Houdain*
- *Police municipale*
- *Smtag*
- *Tadao*
- *Police Nationale*
- *Communication*
- *Artois Mobilité*
- *Keolis*

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.